



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

#### OBJET

**Nettoyage des locaux et de la vitrerie du bâtiment  
de la Chambre régionale des comptes (CRC)  
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2	OBJET.....	4
1.3	LIEU D'EXECUTION .....	4
1.4	ALLOTISSEMENT .....	4
1.5	FORME ET MONTANT .....	4
1.6	DUREE.....	4
1.7	REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
<b>2</b>	<b>PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>INTERLOCUTEURS .....</b>	<b>5</b>
3.1	REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	5
3.2	REPRESENTANTS DU TITULAIRE .....	5
<b>4</b>	<b>CLAUDE SOCIALE.....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>CLAUDE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>EGALITÉ ET DIVERSITÉ PROFESSIONNELLES .....</b>	<b>6</b>
<b>7</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
7.1	CONFIDENTIALITE.....	6
7.2	OBLIGATION DE RESULTATS .....	7
7.3	REPRISE DU PERSONNEL .....	7
7.4	CONDITIONS SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE TYPE COVID.....	7
7.5	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	8
7.6	RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE .....	8
<b>8</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>8</b>
<b>9</b>	<b>RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>8</b>
9.1	FORME DES PRIX.....	8
9.2	REVISION DE PRIX.....	8
9.3	AVANCE .....	9
<b>10</b>	<b>RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
10.1	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	9
10.2	RECEPTION .....	9
<b>11</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>9</b>
11.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	10

11.2	PRESENTATION DES FACTURES .....	10
11.3	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	10
11.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	10
11.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	11
<b>12</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>11</b>
<b>13</b>	<b>ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>14</b>	<b>RÉSILIATION .....</b>	<b>12</b>
<b>15</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>13</b>
<b>16</b>	<b>DÉROGATIONS .....</b>	<b>13</b>

## **1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 POUVOIR ADJUDICATEUR**

Chambre régionale des comptes (CRC) Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### **1.2 OBJET**

Le marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie du bâtiment de la Chambre régionale des comptes (CRC) Provence-Alpes-Côte d'Azur.

### **1.3 LIEU D'EXECUTION**

17, rue de Pomègues – 13295 MARSEILLE Cedex 08.

### **1.4 ALLOTISSEMENT**

Le marché est composé des lots suivants :

- lot 1 : nettoyage des locaux ;
- lot 2 : nettoyage de la vitrerie.

### **1.5 FORME ET MONTANT**

Le marché est passé à prix global et forfaitaire.

### **1.6 DUREE**

Le marché débute à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ou à compter de sa date de notification si elle est postérieure à cette date.

Il est conclu pour une durée ferme de 12 mois et est reconductible 2 fois, tacitement, par période de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de 36 mois.

En cas de non reconduction, le titulaire en est informé au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

### **1.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 PIÈCES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de chacun des lots et leur annexe financière : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - 1 : superficies et types de revêtement de sols dans le cadre du lot 1 ;
  - 2 : liste et fréquences minimales des prestations effectuées dans le cadre du lot 1 ;
  - 3 : nombre et types d'appareils sanitaires et nombre des personnels utilisateurs dans le cadre du lot 1 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;

- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

### **3 INTERLOCUTEURS**

#### **3.1 REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE**

Les coordonnées de l'interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution des prestations sont communiquées lors de la notification du marché.

Le département de la commande publique et de la politique achat de la Cour des comptes ([dcppa@ccomptes.fr](mailto:dcppa@ccomptes.fr)) est l'interlocuteur désigné pour toute information relative au suivi administratif du marché.

#### **3.2 REPRESENTANTS DU TITULAIRE**

L'interlocuteur unique, responsable de la mission et chargé de la coordination des prestations est celui désigné par le titulaire au stade de son offre.

Pendant la durée d'exécution du marché, tout changement de l'équipe d'encadrement et de l'interlocuteur dédié désignés par le titulaire doit impérativement être signalé au représentant de la personne publique, en respectant un préavis de quinze (15) jours minimum.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer à la personne publique un intervenant d'un profil équivalent et prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas retardée ou compromise. La proposition de remplacement est soumise à l'approbation de la personne publique.

De même, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Ce remplacement doit intervenir dans un délai maximal de cinq (5) jours à compter de la demande de remplacement.

Le non agrément d'un intervenant du titulaire par la personne publique ne saurait exonérer le titulaire de ses obligations de résultat et du respect du calendrier des prestations. Le remplacement du personnel ne peut, en aucun cas, justifier d'une augmentation du coût des prestations.

### **4 CLAUSE SOCIALE**

Il n'est pas prévu de clause sociale.

### **5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les juridictions financières portent une attention particulière à l'environnement, et notamment dans l'utilisation des produits employés par le titulaire.

Le titulaire s'engage à utiliser exclusivement des produits d'entretien nettoyants éco-labellisés et à en fournir le descriptif. Tout nouveau produit utilisé en cours d'exécution du marché doit respecter ces mêmes caractéristiques. Dans ce cas, la liste de ces produits est mise à jour et présentée au représentant de la personne publique, pour accord, avant toute utilisation sur le site d'intervention.

Le titulaire s'engage à choisir le produit de nettoyage adapté en fonction du type de salissure à éliminer, de la nature de la surface à nettoyer et des risques auxquels il peut exposer en raison de ses propriétés physico-chimiques et de son mode d'application. Le titulaire met en

œuvre des procédés de nettoyage physiques ou chimiques classiques en sélectionnant les produits les moins dangereux et les techniques de nettoyage les moins exposantes.

L'étude des fiches de données de sécurité et des fiches techniques des produits doit permettre de sélectionner le produit et le mode opératoire les moins dangereux possibles et les plus adaptés.

Pour l'entretien des locaux dont il a la charge, le titulaire limite, dans la mesure du possible l'utilisation de produits d'entretien fonctionnant par pulvérisation, sprays ou aérosols. Dans l'hypothèse où le recours à ces produits est nécessaire, le prestataire fait en sorte de pulvériser le produit sur un support de nettoyage qui sera lui-même appliqué sur la surface à traiter pour réduire la dispersion au moment de l'utilisation.

La liste des produits utilisés ainsi que leur descriptif détaillé (fiche technique ou équivalent) doivent pouvoir être transmis à tout moment de l'exécution du marché au représentant de la personne publique.

En application des recommandations de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS), le titulaire s'engage à ne pas utiliser de l'eau ozonée, agent d'oxydation puissant et instable, à des fins de nettoyage ou de désinfection. L'inhalation de fortes concentrations de ce gaz peut provoquer des lésions respiratoires sévères.

## **6 EGALITÉ ET DIVERSITÉ PROFESSIONNELLES**

Le titulaire est informé que les juridictions financières sont engagées dans une politique qui vise à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la diversité. Détentrice du label égalité depuis 2023, les Juridictions financières s'engagent également dans la lutte contre toutes les formes de discriminations, en application des lois 2014-873 du 4 août 2014 et 2008-496 du 27 mai 2008.

Pour inciter le titulaire du marché à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « égalité et diversité professionnelles » joint au DCE.

Le questionnaire complété peut être transmis soit dès la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Si le questionnaire n'a pas été transmis lors du dépôt de l'offre, la personne publique invitera l'attributaire, lors de la phase d'attribution, à lui communiquer le formulaire complété.

La référente égalité et diversité des juridictions financières pourra solliciter le titulaire en cours d'exécution du marché afin de le convier à une réunion de sensibilisation et de partage réciproque de bonnes pratiques en matière d'égalité et de diversité professionnelles.

## **7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 CONFIDENTIALITE**

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité.

## 7.2 OBLIGATION DE RESULTATS

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

Il lui appartient d'assurer, par les solutions techniques de son choix, l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté ainsi que l'obtention du niveau de qualité requis par la personne publique.

Le titulaire s'engage sur les moyens à mettre en place pour atteindre la qualité souhaitée.

Si la qualité attendue par la personne publique n'est pas atteinte, le titulaire s'engage à mettre en place à ses frais les moyens supplémentaires nécessaires à l'atteinte de la qualité attendue.

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature, de la fréquentation et de la spécificité des locaux.

La qualité doit être a minima satisfaisante au regard des cinq critères définis à l'article 6.1 du CCTP.

## 7.3 REPRISE DU PERSONNEL

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail et de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté, le titulaire est soumis à une obligation de reprise du personnel affecté à la réalisation des prestations.

Six (6) mois avant le terme du présent marché, le titulaire s'engage à transmettre au représentant de la personne publique, les informations nécessaires pour la reprise de personnel, à savoir :

- la masse salariale ;
- le nombre de salariés à reprendre ;
- la nature des contrats de ces salariés ;
- les qualifications, expériences, ancienneté et avantages dont disposent ces salariés.

Jusqu'en décembre 2024, 3 agents assuraient le nettoyage des locaux de la Chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Agent	Date d'embauche sur site	Contrat	Ancienneté de l'agent	Heures payées	Qualification	Salaire brut mensuel
Agent 1	24.03.1993	CDI	24.03.1993	54,17	ASCA	659,25
Agent 2	07.12.2022	CDI	07.12.2022	43,3	ASCA	527,32
Agent 3	25.03.2024	CDD (remplacement)	25.03.2024	43,3	ASCA	525,59

Suite à la liquidation définitive avec fin immédiate d'exécution des prestations, prononcée par le Tribunal de commerce de Marseille en date du 09/12/2024, de la société titulaire du précédent marché public, ces personnels ne sont plus présents sur site.

## 7.4 CONDITIONS SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE TYPE COVID

Le titulaire est réputé connaître parfaitement le détail des recommandations du Haut Conseil de Santé Publique en vigueur, les dispositions du Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés publié par le ministère du travail et les textes réglementaires applicables.

## 7.5 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le *règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dit « RGPD »)*.

## 7.6 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage à mettre à jour, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les éléments figurant sur la base <https://e-attestations.com> et à y déposer les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. Le marché peut également être résilié pour faute.

## 8 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) :

- précisant notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant correspondant ;
- remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire ;
- accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :
  - o formulaire DC2 joint au DCE ;
  - o attestation d'assurance civile ;
  - o extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
  - o RIB.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions du marché par le sous-traitant.

## 9 RÉGIME FINANCIER

### 9.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire en référence aux prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

### 9.2 REVISION DE PRIX

Le prix du marché est ferme pour la première année d'exécution et révisable chaque année à date anniversaire sur la base de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 * IPP - N \ll 1 \gg / IPP - N \ll 0 \gg]$$

dans laquelle :

P = prix révisé HT



P0 = le prix initial HT du marché ;  
 IPP- N « 0 » = index en vigueur au mois de remise de l'offre finale (M0) ;  
 IPP- N « 1 » = index en vigueur à la date de révision des prix.

L'index de référence publié par l'INSEE est : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public - Prix de marché – Base 2021 (identifiant 010766785).

Pour que la révision soit effectuée, le titulaire est tenu de transmettre, par lettre recommandée avec avis de réception, les éléments d'information relatifs à la révision des prix (extraits des revues ou journaux concernés, indices utilisés...), au plus tard trente (30) jours avant leur date d'application au Département de la commande publique de la Cour à l'adresse électronique suivante : [dcppa@ccomptes.fr](mailto:dcppa@ccomptes.fr).

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché si la variation de prix obtenue en application de la formule de révision excède une hausse de prix de 4 %.

### 9.3 AVANCE

Le versement de l'avance est soumis à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Une avance est versée au titulaire et à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le taux de l'avance est fixé à :

PME au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique)	Autres entreprises	
	durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois	durée d'exécution supérieure à douze (12) mois
20%	20%	
	Base : montant initial TTC	Base : somme égale à 12 fois le montant du marché initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

## 10 RÉCEPTION DES PRESTATIONS

### 10.1 VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les vérifications qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

### 10.2 RECEPTION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

## 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 11.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les demandes de paiement seront présentées mensuellement à hauteur de 1/12<sup>e</sup> du montant annuel global et forfaitaire du marché.

### 11.2 PRESENTATION DES FACTURES

Les factures sont **obligatoirement transmises de manière électronique via le portail** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute réception d'une facture par un autre canal de transmission sera rejetée.

Les factures électroniques transmises par le titulaire et, le cas échéant, le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, doivent comporter les mentions suivantes :

- leur date d'émission ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire (Services de l'Etat - 11000201100044) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le code d'identification du service en charge du paiement : FAC9510075 - Services du Premier Ministre - Service facturier – 139, rue de Bercy, 75012 Paris ;
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique communiqué lors de la notification ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxe des prestations réalisées ;
- le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le prix forfaitaire toutes taxes comprise des prestations réalisées ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### 11.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

### 11.4 PAIEMENT DES COTRITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément aux articles 3.5 et 12 du CCAG-FCS.

### 11.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations. Les prestations sous traitées doivent être clairement et précisément identifiées et énoncées préalablement à toute intervention.

Tous ces éléments sont soumis à l'appréciation de la personne publique qui se réserve le droit de récuser toute personne dont la participation lui paraîtrait inopportune.

Le règlement des sous-traitant s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

### 12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire.

PÉNALITÉ	MONTANT (TVA non applicable)
<b>Défaut de qualité des prestations :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- après premier constat ;</li><li>- après second constat sur le même site moins d'un mois après le premier constat.</li></ul>	<b>30 €</b> <b>50 €</b>
<b>Non-remplacement d'un agent dans un délai maximal de 24 heures</b>	<b>100 €</b> par jour
<b>Rupture d'approvisionnement des consommables et des produits d'entretien</b>	<b>50 €</b> par jour ouvré de retard à compter du constat
<b>Utilisation de produits non conformes au CCAP</b>	<b>50 €</b> par constat
<b>Retard de transmission des documents :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- informations relatives au personnel ;</li><li>- planning d'autocontrôle ;</li><li>- liste du personnel à reprendre en fin de marché.</li></ul>	<b>30 €</b> par jour ouvré de retard
<b>Retard dans la restitution des badges d'accès et/ou des clés</b>	<b>50 €</b> par jour ouvré de retard Plafonnée à 500 €.

PÉNALITÉ	MONTANT (TVA non applicable)
<b>Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé</b>	<b>10%</b> du montant TTC du marché Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.
<b>Non-respect de la loi Evin</b> (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	<b>100 €</b> par infraction, par personne
<b>Non-respect des conditions sanitaires en situation d'épidémie type Covid</b>	<b>200 €</b> par constat

### 13 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes.

### 14 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant initial du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique,

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Marseille est seul compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

CCAP	CCAG
12	14